

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1848 — 1849.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 14.

M. MOXHON, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 4639. | Par pétition sans date ,

Plusieurs habitants de la commune de Jandrain-Jandrenouille réclament l'intervention de la Chambre pour faire annuler une délibération du conseil communal , qui tend à faire procéder à la location de quelques biens communaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 2. | 4685. | Par pétition datée de Tilleur, le 26 avril 1849,

Le sieur Rossius, fermier de la barrière de Tilleur, n° 2, demande une indemnité du chef des pertes qu'il subit par suite de la construction d'une route empierrée établie à Ougrée. — Concl. — Ordre du jour. |
| 3. | 4669. | Par pétition datée de Liège, le 22 avril 1849,

Le sieur Jerome, instituteur privé à Liège, prie la Chambre de lui faire obtenir une place. — Concl. — Ordre du jour. |
| 4. | 4633. | Par pétition datée d'Aubel, le 26 mars 1849,

Le sieur Rutten, huissier à Aubel, demande que, dans certains cas, les huissiers puissent instrumenter hors du ressort pour lequel ils sont admis et qu'il n'y ait plus de distinction, quant au tarif, entre les huissiers établis dans les villes où siègent des cours et tribunaux et ceux qui sont cantonnés dans les communes rurales. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice. |

5. 4696. Par pétition datée de Tavier, le 2 mai 1849,
La dame Houyoux, veuve du sieur Bourguignon, demande que son fils unique soit dispensé du service militaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
6. 4660. Par pétition datée de Tirlemont, le 17 avril 1849,
Les sieurs Pardon et Dulémont, réclamant contre une décision de la députation permanente du conseil provincial, demandent que l'exemption définitive de la garde civique qui leur a été accordée en 1830 soit maintenue conformément à l'article 106 de la loi du 8 mai 1848. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
7. 4637. Par pétition datée de Passchendaele, le 28 mars 1849,
Le sieur Christiaen, notaire à Passchendaele, demande une modification à l'article 742 du Code civil, concernant la représentation en matière de succession. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
8. 4634. Par pétition datée de Namur, le 23 mars 1849,
Les sieurs Samroy et Biot, président et secrétaire de la société des pharmaciens des provinces de Namur et de Luxembourg, demandent l'organisation de l'enseignement pharmaceutique. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur.
9. 4643. Par pétition datée de Gand, le 14 avril 1849,
L'administration communale de Gand exprime le vœu qu'il puisse être statué favorablement sur les pétitions qui ont pour objet le demantèlement de la nouvelle citadelle de cette ville. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et des Affaires Étrangères.

M. LIEFMANS, 2^{me} rapporteur.

- 10 à 12. 4690. Par pétition sans date,
4683. Quelques habitants de la ville de Huy demandent que
4635. la garde civique soit divisée en deux bans.
Même demande de quelques habitants de Louvain.
Un grand nombre d'habitants de la ville de Roulers demandent que la garde civique soit divisée en deux bans, et que le premier ban, composé de célibataires et de veufs sans enfants, soit seul astreint, en temps de paix, aux obligations imposées par la loi sur la garde civique.

Plusieurs habitants de Louvain demandent que les hommes mariés et ceux qui sont âgés de plus de 35 ans soient exemptés du service de la garde civique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

13. 4668. Par pétition datée de Loenhout, le 14 avril 1849,
Le sieur Van Beeck, contrôleur des douanes pensionné, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement des retenues que lui a fait subir l'administration des contributions directes, douanes et accises. — Concl. — Ordre du jour.

14. 4663. Par pétition datée de Gand, le 20 avril 1849,
Les époux Vogelsang, qui ont laissé expirer le délai fixé pour réclamer la liquidation de créances mentionnées à l'art. 64 du traité du 5 novembre 1842, prient la Chambre de les relever de la déchéance qu'ils ont encourue aux termes de la loi du 8 février 1844. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

15. 3046. Par pétition datée de Gand, le 12 avril 1849,
Le sieur Lefevere de Maneghem réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la liquidation de l'engagée de la recette générale héréditaire du pays de Waes, et demande que l'excédant des valeurs reçues de la Hollande ne soit versé au trésor qu'après la liquidation des engagées qui ont été écartées comme étant le prix d'achat d'un office. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

16. 4655. Par pétition datée du 1^r avril 1849,
Plusieurs propriétaires et négociants des contrées riveraines de la Lys prient la Chambre de voter les fonds nécessaires pour la construction du canal de Bossuyt et d'une écluse au barrage de Vive-St-Éloy, et demandent que le Gouvernement fasse disparaître les entraves apportées dans la Flandre orientale à la libre navigation de la Lys. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

17. 4691. Par pétition datée de Bruxelles, le 29 avril 1849,
Le sieur Jacquemin, ancien militaire, décoré de la Croix de fer, prie la Chambre de lui accorder une pension civique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. TOUSSAINT, 3^e rapporteur.

18. 4769. Par pétition datée de Liège, le 6 juin 1849,
L'administration communale de Liège réclame l'inter-

vention de la Chambre pour obtenir la conclusion de l'arrangement proposé par la société du Luxembourg, relativement à la construction du canal de l'Ourthe, de Liège à La Roche. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

19. 4775. Par pétition datée de Bruxelles, le 9 juin 1849,

La chambre de commerce et des fabriques de Bruxelles réclame l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement fasse, avec la compagnie du Luxembourg, une convention pour l'achèvement de la ligne directe du chemin de fer de Bruxelles à Namur. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

20. 4782. Par pétition datée de Mont-St-Guibert, le 13 juin 1849,

L'administration communale de Mont-St-Guibert prie la Chambre d'autoriser le Gouvernement à traiter avec la compagnie du Luxembourg pour que le chemin de fer de Bruxelles à Namur passe par Wavre, et pour que les travaux soient continués au plus tôt.

Même demande de l'administration communale de Céroux-Mousty. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

21. 4783. Par pétition datée de Limal, le 12 juin 1849,

L'administration communale de Limal demande que le Gouvernement soit autorisé à faire, avec la société du Luxembourg, un arrangement pour que le canton et la ville de Wavre obtienne un chemin de fer en communication avec les villes de Bruxelles, Namur et Louvain.

Même demande des administrations communales de Limelette et Bierges. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

22. 4778. Par pétition datée de Gilly, le 8 juin 1849,

L'administration communale de Gilly demande que le Gouvernement soit autorisé à faire, avec la société du Luxembourg, un arrangement pour arriver à la construction d'une ligne de chemins de fer qui relierait ensemble Bruxelles, Namur, Louvain et Charleroi.

Même demande des administrations communales de Wavre et La Hulpe, et des membres du conseil communal de Jodoigne. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

23. 4779. Par pétition datée de Court-St-Étienne, le 12 juin 1849,

L'administration communale de Court-St-Étienne de-

mande que le Gouvernement soit autorisé à traiter avec la compagnie du Luxembourg pour faire passer par Wavre le chemin de fer de Bruxelles à Namur, et pour que les travaux soient continués au plus tôt. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

24. 4768. Par pétition datée de Hoeylaert, le 7 juin 1849,
L'administration communale de Hoeylaert réclame l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement fasse une transaction avec la société du Luxembourg.
Même demande de plusieurs habitants de Boitsfort. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
25. 4767. Par pétition datée de Gembloux, le 1^{er} juin 1849.
Les membres du conseil communal et un grand nombre d'habitants de Gembloux prient la Chambre d'autoriser le Gouvernement à rembourser à la grande compagnie du Luxembourg le cautionnement qu'elle a déposé, à charge par elle de l'affecter à la construction de la ligne du chemin de fer de Bruxelles à Namur, par Wavre et Gembloux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
26. 4762. Par pétitions datées de Bruxelles, le 5 et le 6 juin 1849.
4763. Plusieurs habitants de Bruxelles demandent que le Gouvernement fixe un jour prochain à partir duquel les titres définitifs des emprunts de 1848 seront irrévocablement délivrés. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
27. 4789. Par pétition datée de Bruxelles, le 18 juin 1849,
Quelques habitants de Bruxelles demandent qu'il soit pris des mesures pour la délivrance immédiate des obligations définitives en échange des certificats d'emprunt. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
28. 4776. Par pétition datée de Constantinople, le 16 avril 1849,
Plusieurs Belges établis à Constantinople demandent une loi qui règle la juridiction des consuls. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.
29. 4781. Par pétition datée de Tournay, le 16 juin 1849,
Quelques habitants de Tournay prient la Chambre de réformer la législation sur l'expropriation forcée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
30. 4556. Par pétition datée de Mons, le 4 février 1849,
Plusieurs pharmaciens dans la province de Hainaut

demandent l'abolition de l'impôt-patente auquel sont assujettis ceux qui exercent l'une des branches de l'art de guérir. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

31. 4784. Par pétition datée de Bruxelles, le 1^{er} juin 1849,
Plusieurs habitants de Bruxelles demandent que la garde civique soit divisée en deux bans. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
32. 4755. Par pétition datée de Fauvillers, le 2 mai 1849,
Les instituteurs du canton de Fauvillers demandent que leur traitement, dont le chiffre serait fixé à 1,000 francs, soit mis à la charge de l'État et que leur nomination soit réservée au Gouvernement. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
33. 4385. Par pétition datée de Werken, le 23 décembre 1848,
Plusieurs habitants de Werken demandent que le chef-lieu des arrondissements réunis de Dixmude et Furnes soit établi à Dixmude.
Même demande de plusieurs habitants de Vladsloo: — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
34. 4378. Par pétition datée de Nieuport, le 4 janvier 1849,
Le conseil communal de Nieuport demande que la ville de Furnes demeure le chef-lieu des arrondissements administratif et judiciaire de ce nom.
Même demande des administrations communales de Beveren, Pervyse et Gyverinchove. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
35. 4532. Par pétition datée d'Arlon, en février 1849,
Le sieur Verbrugghe, adjudicataire de barrières dans la province de Luxembourg, prie la Chambre de lui accorder une indemnité du chef des pertes que les événements politiques survenus en 1848 lui ont fait éprouver. — Concl. — Ordre du jour.
36. 4518. Par pétition datée de Robelmont, le 14 février 1849,
Le sieur Gourdin, élève instituteur aux cours normaux du Gouvernement à Virton, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la jouissance d'une bourse d'études qui lui aurait été accordée à la suite d'un concours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
37. 3404. Par pétition datée d'Ypres, le 17 janvier 1848,
Le sieur Van Battel prie la Chambre de lui faire obtenir ce qui lui revient de sa masse d'équipement pendant

qu'il était au service des Pays-Bas. — Concl. — Ordre du jour.

38. 1223. Par pétition datée de Louvain, le 16 décembre 1844,
Le sieur Philippe, sous-brigadier des douanes à Louvain, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir ce qui lui revient sur la masse d'habillement du 12^e régiment de ligne dont il faisait partie au moment de la révolution. — Concl. — Ordre du jour.
39. 2906. Par pétition datée d'Anvers, le 23 février 1849,
Le sieur Spinnael, ancien officier d'infanterie, prie la Chambre de statuer sur sa demande tendant à obtenir le remboursement des retenues opérées sur sa solde en 1839. — Concl. — Ordre du jour.
40. 2941. Par pétition datée d'Aus et Glain, le 1^{er} mars 1847,
Le sieur Chantraine réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le décompte de la somme qu'il a versée à la caisse du régiment après l'incorporation du remplaçant de son domestique. — Concl. — Ordre du jour.
41. 3173. Par pétition sans date,
La veuve Wilmes réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement du boni de la masse d'habillements et de fourrages qui revenait à feu son mari, brigadier à cheval des maréchaussées du Luxembourg. — Concl. — Ordre du jour.
-